

## VOTRE RÉGION

ALPES DU SUD Il y a deux ans naissait sur les ronds-points un mouvement social inédit

## Gilets jaunes : « Nous sommes dans un tournant historique »

Le 17 novembre 2018, les Gilets jaunes faisaient leur apparition sur les ronds-points. Le mouvement a réuni des dizaines de milliers de citoyens avant de s'essouffler. Le penseur bas-alpin André Bellon estime qu'il y avait « quelque chose de profond, derrière ».



« La dernière présidentielle était une caricature, Emmanuel Macron a été élu par défaut »

André Bellon

Ancien député PS des Alpes-de-Haute-Provence, André Bellon est aujourd'hui retiré de la vie politique. Écrivain et philosophe, il reste un observateur attentif de la société française et de ses mouvements sociaux, comme les Gilets jaunes. Deux ans après leur apparition il revient sur ce mouvement dont les revendications font écho à celle de son association « Pour une constituante », qui milite pour un changement de république.

Que retenir-vous du mouvement des Gilets jaunes ?

« Avant tout, je pense qu'il a permis à une partie de la population qui, jusque-là, ne disait rien, qui était complètement invisibilisée, de prendre la parole. Et même si le mouvement s'essouffle aujourd'hui, je suis étonné qu'il ait duré aussi longtemps. Cela prouve bien qu'il y a quelque chose de profond, derrière. Récemment, lors d'une conférence sur la démocratie, des Gilets jaunes dans le public m'ont dit : "On n'a rien obtenu." Je leur ai répondu : "C'est faux,

vous avez réintroduit le mot peuple de manière positive dans le débat politique." Et ça, c'est fondamental. Le problème, c'est la manière dont va se poursuivre la réémergence de ce mot. Qui, pour moi, est symptomatique d'une crise profonde de légitimité de notre système politique. »

Comment se manifeste cette crise de légitimité ?

« À l'origine, la V<sup>e</sup> République contenait l'idée d'un lien entre le président et son peuple.



Des mois durant, entre novembre 2018 et 2019, les Gilets jaunes se sont installés sur des ronds-points, comme ici, rond-point du Sénateur à Gap. Photo archives Le DL/Vincent OLLIVIER

Aujourd'hui, ce lien a disparu et ça se traduit dans les urnes : la dernière présidentielle était une caricature, Emmanuel Macron a été élu par défaut. C'est pour cela qu'il faut recréer cette légitimité. Et, pour y parvenir, je ne vois que deux solutions : la force ou la démocratie. La solution démocratique serait de passer par une assemblée constituante et donc de changer de république. C'est la seule solution démocratique, pacifique et rassembleuse. Il n'y en a pas d'autre. Le citoyen n'est plus res-

pecté aujourd'hui. Je pense qu'en proposant une nouvelle république, les Gilets jaunes veulent, au minimum, regagner ce respect. »

Les Gilets jaunes ne représentent qu'une fraction des Français, comment mobiliser une plus grande partie des citoyens ?

« C'est une réponse un peu facile mais comment a-t-on fait en 1789 ? Comment a-t-on fait la Résistance ? C'est ça l'histoire de France. Contrairement à

l'histoire d'autres pays, elle ne se fonde pas que sur les dirigeants mais sur un rapport entre le peuple et ses dirigeants. On a trop tendance à résumer l'Histoire autour de figures. Et je pense que le mouvement des Gilets jaunes est un mouvement important. Actuellement, nous sommes dans un tournant historique, le problème c'est de bien savoir le prendre. Et je pense que l'on ne le prendra pas sans notre peuple. »

Propos recueillis par Baptiste LABARRE

## À Guillestre, un collectif pour redonner vigueur aux propositions de citoyens



Les participants des dimanches de mobilisation à Guillestre mettent l'accent sur une gestion plus ouverte aux citoyens de la crise sociale et sanitaire. Photo Le DL/D.C.

Ils évoquent, pour ce dimanche 22 novembre, une troisième mobilisation consécutive. Un troisième acte. "Ils", ce sont les membres du Collectif citoyen Guillestrois, réunis chaque dernier jour de la semaine à Guillestre, depuis le 8 novembre. « Tout est parti de discussions à bâtons rompus entre amis. La première manifestation était spontanée, pas vraiment structurée », observe Bérengère Curtaud, qui en souligne l'ambition « pacifiste ». Le collectif met l'accent sur le besoin d'idées, d'énergie positive et de lien social. « Oui, on trouve que la gestion de la crise sociale et sanitaire est mauvaise. Mais nous ne sommes pas anti-masques, etc. C'est un besoin de se retrouver entre citoyens : l'expression citoyenne est un enjeu de cohésion sociale. Chaque habitant a dû pouvoir, même à son niveau », poursuit cette Guillestrine. Qui craint que la crise de la Covid mène à ce que les gens soient « compartimentés ».

■ Le souhait d'un comité citoyen consultatif à l'échelle locale L'ambition du collectif est d'interpeller les relais locaux, les élus. Un appel "pour une gestion démocratique et locale" de la crise a été mis en ligne, afin de recueillir des signatures, pour « défendre les droits et les libertés ». Surtout, l'idée est de faire essayer cet appel, même si le collectif met l'accent sur son échelon de proximité. « L'objectif est de rester au niveau local : le territoire est ce qui interpelle le plus les habitants », reprend Bérengère Curtaud. Ce qui n'empêche pas une appropriation par d'autres : ce lundi 16 novembre, renseignements avaient été pris depuis le Briançonnais sur l'exemple du Guillestrois. En pratique, le souhait est d'installer un "comité citoyen consultatif" « pour faire participer tous les acteurs de la vie communale et parler des problèmes de la culture, des petits commerces, jusqu'au port du masque à l'école », cite la membre du collectif en exemple. Un moyen aussi de rappeler certains élus à leurs promesses électorales de démocratie participative, histoire qu'elles n'aient pas « un côté poudre aux yeux ». Toute ressemblance avec les attentes déçues du Grand débat national serait purement fortuite.

Guillaume FAURE

## TÉMOIGNAGES



Laurent Vicente, l'une des figures des Gilets jaunes du 04.

« Je vois aujourd'hui toute une population usée »

Laurent Vicente, Alpes-de-Haute-Provence

Après deux ans de mouvement, l'œil de Laurent Vicente est acéré. Et le bilan, morose. « Je vois aujourd'hui toute une population usée qui a été réprimandée par la justice et les forces de l'ordre. » Une « population déçue » parce que les idées émises lors des nombreuses assemblées citoyennes n'ont pas été suivies d'effets. Une population stigmatisée par les « médias qui ont largement tapé dessus en faisant passer les Gilets jaunes pour des racistes ou des antisémites ». Trop étiquetés, trop mis à part et trop peu écoutés par les élus. « Les Gilets jaunes ont cherché l'unité qu'ils n'ont pas trouvée », résume le plus connu d'entre eux dans les Alpes-de-Haute-Provence. Lui reste fidèle au mouvement : « Je suis toujours Gilet jaune. » Il n'a pas baissé les armes et continue de combattre, cette fois-ci aux côtés des collectifs citoyens qui multiplient les mobilisations dans la rue. Mais, selon le constat de Laurent Vicente, la convergence des luttes semble ici plus difficile encore. « Il y a les parents d'élèves, puis les commerçants, puis les gens du spectacle... C'est une cacophonie. Les gens ont plus de mal à trouver une unité et chacun se perd dans son combat, celui de la fin de l'état d'urgence sanitaire. »

Alors ? Alors Laurent Vicente pense qu'il va falloir se politiser,

« au sens le plus noble du terme ». Créer un parti politique afin de présenter trois candidats aux prochaines élections législatives. Deux dans les Alpes-de-Haute-Provence, un dans les Hautes-Alpes.

« Le mouvement des Gilets jaunes a été le détonateur »

Ben, Gap

Ben est un Gilet jaune de la première heure. Un "street médic" exactement, dont le rôle est de venir au chevet des manifestants blessés. Et il l'assure, deux ans après le démarrage du mouvement, la motivation est toujours présente. « À Gap, il reste un noyau dur. On est actif et on continue de se rencontrer. » La preuve en est, ils participent au rassemblement prévu au rond-point du Sénateur, ce mardi 17 novembre, aux côtés de Ras le Rallye, la SAPN ou Adieu glacier 05. Ils seront également présents vendredi sur le parvis de la cathédrale de Gap aux côtés des collectifs citoyens pour lutter contre les mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire : les parents d'élèves contre le port du masque à l'école, les commerçants ou encore les intermittents du spectacle. S'ils continuent d'arborer le jaune fluo – « On y est attaché » –, Ben indique que « les Gilets jaunes ont muté ». « On est devenu des citoyens militants », explique le "street médic". Les revendications jadis martelées sur les ronds-points se retrouvent aujourd'hui dans la

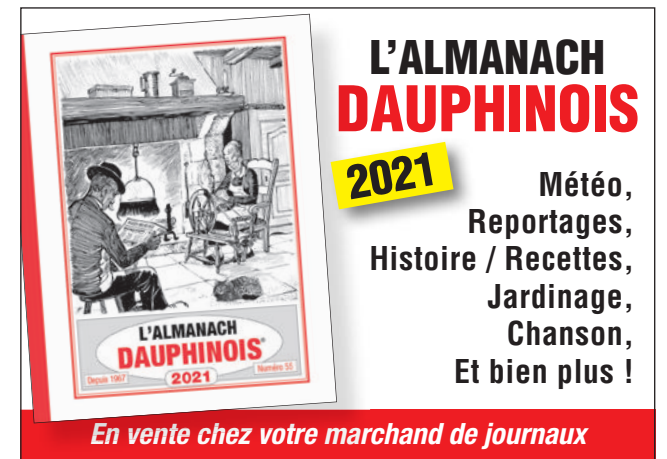
ruie, scandées par les différents collectifs. « Le mouvement des Gilets jaunes a été le détonateur, la base. Ce n'était qu'une entrée, on arrive maintenant au plat de résistance. »

« On a jauni pas mal d'organisations »

José Pluki, Embrunais

Il était présent le 17 novembre 2018, a contribué aux mouvements du rond-point d'Embrun jusqu'à Paris. José Pluki – le nom de plume et de luttes de Jean Ganzhorn – est un Gilet jaune de l'Embrunais. Si la chasuble fluo est moins visible, elle n'en est pas moins présente dans les esprits, assure ce quadragénaire. Il souligne la durée du mouvement, et estime qu'en deux ans des lignes ont bougé dans le sens d'une « convergence » de luttes, surtout entre les manifestants engagés sur le climat et ceux sur les crises sociales. « Un slogan a fait mouche : fin de mois et fin du monde, même combat », se souvient-il. Avant de rappeler la mobilisation de "Adieu glacier", ce 17 novembre, sur un haut lieu des Gilets jaunes de Gap : le rond-point du Sénateur. « Le mouvement des Gilets jaunes a montré sa ténacité et fait émerger la répression qu'il y avait », poursuit l'Embrunais, fustigeant « comme propagande qui expliquait que c'était une bande de xénophobes ou de casseurs ». José Pluki reconnaît qu'il y a eu « une usure » pour certains militants. « Mais beaucoup de personnes se sont politisées. Ça a revitalisé des oppositions comme le mouvement contre les retraites. Il y a eu une volonté de moins de verticalité et ça a montré d'autres modes d'action. » Pour lui, c'est la preuve que le mouvement a réussi à infuser dans les Hautes-Alpes. « Il ne va pas falloir attendre que l'on soit d'accord à 100 % pour certaines luttes », affirme-t-il pour la suite. « On a moins de Gilets jaunes, mais on a jauni pas mal d'organisations », conclut José Pluki. Qui assure que le lien social créé sur les ronds-points ne saurait être défait.

Propos recueillis par É.C. et G.F.



En vente chez votre marchand de journaux

213752600

GAP Il demande son adossement à l'autoroute A51

## Roger Didier favorable à une privatisation pour faire avancer la rocade



Le maire de Gap Roger Didier estime que l'adossement de la rocade à l'A51 permettrait "la modernisation et l'achèvement rapide de l'axe routier". Photo archives Le DL/Vincent OLLIVIER

En colère contre l'État au sujet du chantier de la rocade, Roger Didier lui demande d'autoriser le groupe privé Vinci à entrer dans la danse.

Certains s'inquiètent de ce décret du Premier ministre du 14 août 2020 qui rend possible la privatisation de portions de routes nationales. D'autres, comme Roger Didier, y voient une chance. S'appuyant sur ce texte "relatif aux conditions de classement de certaines sections de routes dans la catégorie des autoroutes", le maire (divers droite) de Gap demande à l'État d'adosser à l'autoroute A 51 la liaison entre La Saulce et Gap et, dans son prolongement, la future rocade de la ville.

Objectif : "la modernisation et l'achèvement rapides de cet axe indispensable à notre agglomération grâce aux financements du groupe Vinci, concessionnaire de l'A51", avance l'élus dans un communiqué, ce lundi 16 novembre. "Cela ne signifie pas que ces itinéraires deviendraient payants", s'empresse-t-il de préciser.

■ La rocade, prolongement direct de l'A51 ?

Pour le maire, le décret correspond bien à la situation gapençaise. Le texte s'applique au "cas où les contraintes topographiques rendent impossible ou anormalement coûteux un aménagement avec un profil à 2x2 voies et chaussées séparées, et dans la mesure où le trafic le permet". Une condition pour la route : "Être située dans le prolonge-

ment direct d'une voie bénéficiant déjà du statut autoroutier." La rocade, prolongement direct de l'A51 ? Roger Didier ose.

■ "Dix ans de travaux pour construire une route de 3 km !"

Pour ce qui est du caractère "anormalement coûteux", le maire de Gap dénonce "une dérive inadmissible du projet de rocade". "L'État annonce une mise en service de la section centrale de Charance en 2024, soit dix ans de travaux pour construire une route de 3 km ! Quant au coût, il a bondi de près de 20 millions d'euros en dix ans pour atteindre 56,3 millions d'euros. C'est de l'argent public qui est en jeu." Et le maire d'insister pour que soit fait appel à "un acteur privé qui est prêt à financer ce projet et qui pourrait le faire de façon plus rapide".

Les élus des Hautes-Alpes, l'ex-député Joël Giraud en tête, ont agi et fait du lobbying pour qu'une telle solution soit envisagée, faute de pouvoir terminer l'A51. Une délégation d'élus et de socioprofessionnels avait été reçue en février 2019 au ministère des Transports pour plaider en faveur du désenclavement du département, en intégrant la possibilité que les aménagements "puissent être portés par le groupe Vinci, concessionnaire de l'A51", rappelle Roger Didier. Son souhait sera-t-il exaucé, maintenant que Joël Giraud est secrétaire d'État à la Ruralité, chargé notamment des initiatives en faveur de l'attractivité et du développement économique des territoires ruraux ?

Nicolas MANIFICAT

UN SERVICE 100 % GRATUIT POUR LES CITOYENS COMME LES COLLECTIVITÉS

Notre territoire

NOTRE-TERRITOIRE.COM LE SITE QUI RASSEMBLE TOUS LES AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES.

Soyez le 1<sup>er</sup> informé des projets d'aménagement près de chez vous ou n'importe où en France !